

## Séance publique du jeudi 31 mars 2016

Convoqué le jeudi 24 mars 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 31 mars 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Clare HART, Hervé MARTIN, Patrick RIVAS, Cédric de SAINT-JOUAN,

### Absents :

Mustapha MAJDOUL, Patrick VIGNAL.

## Vente de la parcelle CE 64 - propriété de la Ville 55 avenue François Delmas Révision du prix

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le 26 juin 2014, le Conseil municipal a décidé la mise en vente du terrain situé 55 avenue François Delmas d'une superficie de 887 m<sup>2</sup> et cadastré CE 64, au prix de 450 €/m<sup>2</sup> de surface de plancher créée.

Par délibération en date du 2 octobre 2014, le Conseil municipal a approuvé sa cession à la société « Les Nouveaux Constructeurs » au prix de 675 000 € net vendeur, pour une surface de plancher prévisionnelle à développer de 1500 m<sup>2</sup>.

La parcelle ayant été occupée par une station-service démantelée en 2002, la Ville a pris l'initiative de réaliser, préalablement à la réitération de la vente, un rapport de diagnostic simplifié de pollution du sol.

Les conclusions du diagnostic simplifié réalisé par le bureau d'étude SOCOTEC rendues le 17 juin 2015 indiquaient, sur une partie du site, une légère contamination superficielle en hydrocarbures et métaux lourds avec des enjeux sanitaires et environnementaux qualifiés de limités ou faibles. Ces conclusions n'étaient en conséquence pas de nature à obérer le projet et la vente.

Un compromis de vente a été signé le 27 juillet 2015 entre les parties sous les conditions règlementaires ordinaires en l'espèce, notamment relatives à l'information des acquéreurs en matière de protection de l'environnement et de pollution des sols.

De ce fait, afin d'affiner les résultats de l'étude préalable de SOCOTEC et de calculer leurs conséquences matérielles sur le projet spécifiquement développé, il a été convenu au titre du compromis de vente que l'acquéreur ferait réaliser un diagnostic complémentaire portant sur l'analyse des remblais, et que la Ville, en cas de pollution confirmée, prendrait à sa charge le surcoût engendré par le traitement des terres contaminées conformément à la réglementation applicable.

Ladite analyse complémentaire, effectuée également par SOCOTEC, rendue le 7 septembre 2015, a confirmé la présence de terres faiblement contaminées sur certaines zones du site et a évalué globalement leur traitement à 62 000 €.

Ce montant a été confirmé par les trois devis que l'acquéreur a fait établir à la demande de la Ville par des entreprises spécialisées. Le devis moins-disant réalisé par l'entreprise GRS VALTECH VEOLIA le 2 février 2016 fait état d'un coût de dépollution de 60 130 €HT.

Il convient donc, conformément aux obligations de la Ville en qualité de vendeur, de diminuer le prix de vente initialement convenu, du montant de prise en charge du surcoût des travaux de traitement des terres contaminées. Le prix de vente initial de 675 000 € est en conséquence ramené à 614 870 € (six cent quatorze mille huit cent soixante dix euros).

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la modification du prix de vente de la parcelle de terrain à bâtir, située 55 avenue François Delmas et cadastrée CE 64, afin de tenir compte du surcoût engendré par le traitement des terres contaminées présentes sur le site ;
- de dire que le prix de vente de la parcelle ci-dessus désignée est désormais fixé à 614 870 € net vendeur, les autres conditions de la vente demeurant inchangées ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 1<sup>er</sup> avril 2016**